

CONSOLIDER LA PAIX GRÂCE AUX PROGRAMMES DE DDR:

LEÇONS TIRÉES DE LA RÉINTÉGRATION DES EX-RECRUES DE BOKO HARAM AU CAMEROUN

LYDIE C. BELPORO

TIRER LES LEÇONS DES APPROCHES LOCALES EN MATIÈRE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

« *La gouvernance des sorties de la violence extrémiste et la mise en œuvre des processus de DDR au Cameroun doivent être mieux adaptées aux réalités locales.* »

FAITS SAILLANTS

- Le choix du Cameroun d'axer son programme de DDR principalement sur la déradicalisation est particulièrement inadapté.
- Les autorités camerounaises doivent s'appuyer sur l'expérience, les connaissances et les recherches accumulées au cours des 30 dernières années pour éviter de créer de nouveaux griefs.
- Un engagement formel avec des pratiques indigènes et religieuses complémentaires et des processus administratifs pourrait améliorer les efforts de réintégration.
- Le processus de réintégration des anciens associés de Boko Haram doit reposer sur le soutien de la communauté.

Contexte

Dans les pays du bassin du lac Tchad, l'émergence de Boko Haram a créé de nouveaux défis sécuritaires majeurs pour les gouvernements de la région. Avec une population de près de 3 993 007 habitants répartis sur 34 263 km, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, la plus peuplée du pays, est au cœur de ces enjeux sécuritaires.¹ Depuis fin 2020, Boko Haram a intensifié ses attaques dans les localités de l'Extrême-Nord avec des assassinats visant des civils, des enlèvements et des pillages dans les petites villes situées le long de la frontière nigériane. Ces incursions ont déplacé près de 300 000 personnes et tué plus de 5 000 personnes depuis le début de la crise.²

1 National Institute of Statistics, "Annuaire Statistique de La Région de l'Extrême Nord," 2019 Edition, <https://ins-cameroun.cm/statistique/annuaire-statistique-de-la-region-de-lextreme-nord-edition-2019/>.

2 Selon le Conseil norvégien pour les réfugiés, en 2020, le Cameroun a été classé au premier rang des crises de déplacement les plus négligées au monde. NRC, "The world's most neglected displacement crises in 2019," June 10, 2020, <https://www.nrc.no/shorthand/fr/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2019/index.html>.

En réponse, le gouvernement camerounais a adopté une stratégie intransigeante et a militarisé les localités touchées. Au niveau régional, la stratégie de coopération et de diplomatie a été consolidée par la création en 2015 d'une Force multinationale mixte (FMM) entre le Cameroun, le Nigéria, le Bénin, le Tchad et le Niger. La mission principale de la FMM est de sécuriser les États en traitant et en coordonnant les interventions sur les questions de sécurité transfrontalière communes. Au niveau national, la loi antiterroriste camerounaise 2014/028 du 23 décembre 2014³ prévoit la peine de mort pour les citoyens qui, en tant qu'individus ou en groupe, se livrent au terrorisme, l'encouragent ou le parrainent. Selon un récent rapport du ministère camerounais de la Justice, en 2018, près de 217 personnes ont été poursuivies au tribunal militaire de Maroua en vertu de cette loi ; le rapport fait également état de 87 procédures et de 45 personnes acquittées.⁴

La réponse juridique du Cameroun au terrorisme a suscité des inquiétudes parmi les groupes de la société civile à l'intérieur du pays et au niveau international.⁵ Outre les arrestations arbitraires, la détention préventive prolongée, la surpopulation carcérale et la peine de mort sont autant de sources de préoccupation. L'ambiguïté et le manque de clarté de la loi antiterroriste de 2014 ont contribué à la prolifération de peines sévères et au passage général d'un « état de droit » à un « état policier ».⁶

En attendant la modification ou l'abrogation de cette loi controversée, un décret présidentiel a créé un Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration (CNDDR) le 30 novembre 2018.⁷ Ce comité est chargé de la prise en charge des anciens combattants de Boko Haram et des groupes armés opérant dans les régions anglophones du pays en proie à un violent conflit depuis fin 2016. Cette responsabilité inclut la réintégration des anciens combattants ou associés de Boko Haram qui ont fait défection ces dernières années.⁸

3 Loi n° 2014/028 du 23 décembre 2014 portant sur la répression des actes de terrorisme au Cameroun, 2014, http://www.assnat.cm/gestionLoisLegislatures/libraries/files_upload/uploads/Lois/2014-028fr.pdf.

4 Ministre de la Justice Cameroon, « Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des Droits de l'Homme au Cameroun en 2017 et compilation des instruments internationaux, régionaux et nationaux relatifs aux droits de l'homme, » Février 2019, 237, <https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/rapport-du-minist%C3%A8re-de-la-justice-sur-l%E2%80%99%C3%A9tat-des-droits-de-l%E2%80%99homme-au-cameroun-en-2017>.

5 Jean-Claude N. Ashukem, “To Give a Dog a Bad Name to Kill It – Cameroon's Anti-Terrorism Law as a Strategic Framework for Human Rights' Violations,” *Journal of Contemporary African Studies* 39, no. 1 (2 janvier 2021): 119–34, <https://doi.org/10.1080/02589001.2020.1839633>.

6 Le Tribunal militaire est une juridiction d'exception dotée d'une compétence particulière, qui lui confère une compétence absolue en matière d'actes de terrorisme au Cameroun. Voir : Stève Thiery Bilounga, « L'Etat camerounais à la croisée des chemins de l'État de droit et de l'État de police (A propos de la loi du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme), » *Droit en Afrique* 19, no. 2 (2016): 139-161.

7 Présidence de la République du Cameroun, « Décret n° 2018/719 portant sur la création du Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, » 30 novembre 2018, <https://www.prc.cm/en/news/the-acts/decrees/3177-decree-n-2018-719-of-30-november-2018-to-establish-the-national-disarmament-demobilization-and-reintegration-committee>.

8 Le terme « association » a une portée plus large et est utilisé pour désigner « toutes les personnes (quels que soient leur âge, leur relation, leur sexe, etc.) qui, selon les autorités, ont été en contact avec Boko Haram ou [l'État islamique en Afrique de l'Ouest] EIAO sans présumer ou préjuger de la nature de leur relation avec Boko Haram ou l'EIAO ». Il s'agit également des femmes et des enfants qui peuvent être victimes de Boko Haram. Cette dernière définition, plus large, est la définition des « anciens associés » utilisée dans la présente note de politique. Dans le contexte du DDR, un associé est une personne, y compris un membre de la famille, qui n'occupe pas de poste de direction et qui soutient un groupe extrémiste. Voir : African Union (AU), Lac Chad Basin Commission (LCBC), “Annexe 3 Document relatif aux piliers de la CBLT et de la CUA triage, poursuites, réhabilitation et réintégration,” 2018, 7, <https://www.peaceau.org/uploads/annexe-3-document-relatif-pour-le-triage-pour-suites-rehabilitation-et-reintegration.pdf>.

Cette note de politique présente les principales conclusions d'une étude de cas sur le processus de réintégration des anciens associés de Boko Haram au Cameroun. S'appuyant sur des recherches et observations de terrain menées fin 2020 à Maroua, Mora, Méri et Yaoundé, sur la littérature grise et les sources documentaires,⁹ cette note examine comment les normes ou mécanismes communautaires existants pourraient être aussi utiles que les approches plus standard du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration¹⁰ (DDR) pour relever les défis que représentent les anciens associés de Boko Haram au Cameroun.

Pertinence pour les politiques et la pratique

La littérature scientifique sur la consolidation de la paix a évalué les sorties de la violence institutionnelle ainsi que d'autres approches ancrées dans la résolution des conflits. Cependant, les recherches portant sur les sorties des groupes radicaux et extrémistes violents sont plutôt rares et cherchent surtout à comprendre les facteurs d'incitation, d'attraction et de risque qui expliquent le désengagement.¹¹ Compte tenu des nombreux échecs de la mise en œuvre des programmes de DDR dans les pays africains,¹² cette note de politique souligne, à l'intention des décideurs politiques et des praticiens, la nécessité de développer un modèle hybride entre les approches traditionnelles/locales et institutionnelles/formelles qui impliquent étroitement de multiples parties prenantes.

La gestion des personnes accusées d'avoir été associées à des groupes djihadistes au Cameroun soulève également une nouvelle série de questions critiques concernant le rôle des communautés locales dans la consolidation de la paix. Les programmes de lutte contre l'extrémisme violent (CVE) doivent prendre en compte les multiples besoins qui se recoupent des personnes qui se trouvent à la fin de leur parcours extrémiste, en mettant particulièrement l'accent sur les réalités locales et sur la manière dont elles peuvent être prises en compte par des initiatives locales. Cette note de politique présente quatre leçons apprises concernant les initiatives de consolidation de la paix et les opportunités et défis des programmes de DDR¹³, en s'appuyant sur les travaux de criminologie

9 Les entretiens individuels ont donné lieu à des discussions avec d'anciens recrues, des acteurs publics et traditionnels, des leaders de la jeunesse, des universitaires, des acteurs de la société civile et des organisations internationales au Cameroun.

10 Dans le contexte de l'association avec Boko Haram, le désarmement est individuel et se produit lorsque l'armée ou la FMM capture ou accepte la remise des individus ; la démobilisation est davantage une phase de détention comprenant un processus de réhabilitation ou des poursuites judiciaires pour certains, qui ouvrira la voie à la réintégration ou au retour dans la communauté. Voir : AU/LCBC, 11.

11 Mary Beth Altier, Emma Leonard Boyle, Neil D. Shortland et John G. Horgan, "Why They Leave: An Analysis of Terrorist Disengagement Events from Eighty-seven Autobiographical Accounts," *Security Studies* 26 no. 2 (2017): 305–332, <https://doi.org/10.1080/09636412.2017.1280307>; Sarah Mardsen, *Reintegrating Extremists: Deradicalisation and Desistance* (London: Palgrave Macmillan, 2016); Martine Herzog-Evans and Massil Benbouriche, *Evidence-based work with violent extremists: International implications of French terrorist attacks and responses* (Lanham, MD: Lexington Books, 2019).

12 Jocelyn Coulon and Damien Larramendy, *Consolidation de la paix et fragilité étatique : l'ONU en République centrafricaine* (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2015).

13 L'approche du programme de DDR du Cameroun fait partie d'une approche de DDR de troisième génération où le niveau de conflit n'est pas terminé. Elle s'appuie en partie sur les engagements pris dans la stratégie régionale de la Commission du bassin du lac Tchad pour les zones affectées par Boko Haram, adoptée à Abuja le 30 août 2018. Elle s'appuie également sur les directives opérationnelles des cadres nationaux de DDR de la Commission de l'Union africaine énoncées en 2014, conformes aux normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration (IDDRS) des Nations unies, et sur la stratégie régionale promue par la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et la Commission de l'Union africaine (CUA) pour la stabilisation, le relèvement et la résilience des zones touchées par Boko Haram ou l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO). Union africaine, Commission du bassin du lac Tchad, *Stratégie régionale pour la stabilisation, le relèvement et la résilience des zones affectées par Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad*, 2018, <https://www.peaceau.org/uploads/regional-stabilisation-recovery-and-resilience-strategy-rss-.pdf>; Commission de l'Union africaine, *Programme de l'Union africaine pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration*, 2014, <https://www.peaceau.org/uploads/au-operational-guidance-note-on-national-frameworks.pdf>.

et de sociologie des politiques publiques sur la participation à la violence politique.

Recommandations

Élaborer une politique de sortie de la violence et des programmes de transplantation adaptée au contexte local au Cameroun

Le choix du Cameroun d'axer son programme de DDR principalement sur la déradicalisation est particulièrement inadapté, contrairement au Nigéria où la religion était un outil fréquent de recrutement au sein de Boko Haram.¹⁴ Le gouvernement camerounais, par l'intermédiaire du CNDDR qui est chargé de « prendre les mesures nécessaires pour déradicaliser les anciens combattants »,¹⁵ a opté pour que les anciens associés de Boko Haram passent par deux phases avant leur réintégration, en commençant par la déradicalisation considérée comme un « lavage de cerveau inversé », et en terminant par la socialisation, entendue comme la « réintégration des personnes déradicalisées dans leurs communautés d'origine ».¹⁶

Pourtant, cette conception ne correspond pas à ce que l'on sait sur la façon dont les anciens combattants camerounais sont devenus des associés du groupe. Si les facteurs idéologiques et religieux ont été les moteurs des premiers adeptes qui sont entrés en contact avec Boko Haram et l'ont rejoint en 2009,¹⁷ depuis 2014, les facteurs socioculturels, la gouvernance et la marginalisation économique sont apparus comme les principaux moteurs de la radicalisation politique et économique au Cameroun. La pauvreté est également un facteur important d'engagement auprès de Boko Haram, qui a souvent profité de la criminalité locale pour recruter des adeptes ou a eu recours à l'intimidation et aux enlèvements pour renforcer ses rangs.¹⁸ Boko Haram a également pu tirer parti de certains acteurs criminels locaux qui opéraient déjà dans le crime organisé à l'époque et a mis leur expérience criminelle au service du groupe extrémiste. La région de l'Extrême-Nord était confrontée à des défis liés au banditisme par le biais du « phénomène des voleurs d'autoroute ».¹⁹ Comme le montre également une étude du PNUD de 2017 sur les parcours vers l'extrémisme en Afrique, compte tenu du faible niveau de connaissances religieuses des recrues, Boko Haram utilise une interprétation manipulatrice et opportuniste de la religion pour attirer les individus.²⁰

Étant donné qu'au Cameroun, pour l'instant, la plupart des activités de DDR menées dans l'Extrême-Nord se concentrent sur la formation à des activités génératrices de revenus et sur l'éducation civique et morale, il serait plus utile de conceptualiser ce désengagement et

14 Atta Barkindo and Shane Bryans, "De-Radicalising Prisoners in Nigeria: developing a basic prison based de-radicalisation programme," *Journal for Deradicalization* 7 (2016): 1-25, <https://journals.sfu.ca/jd/index.php/jd/article/view/56/47>.

15 On reintegration Decree article 2 under paragraph 3.

16 Bana Barka, "Déradicaliser au nom de Dieu ?" *L'Œil du Sahel*, 1038 (19 février, ۲۰۱۸): 2.

17 Saïbou Issa, "Étude des stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ciblant les jeunes et les femmes dans l'Extrême-Nord (Cameroun)," (Mai 2019), UNFPA.

18 Christian Pout, Bana Barka et Edouard Yogo, *Boko Haram Au Cameroun : Quelles Nouvelles Dynamiques ?* (Paris: Du Cygne, 2019).

19 Considered as armed bandits who are used to attacking and holding road users for ransom and taking hostages. Saïbou Issa, *Les « coupeurs de route ». Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad* (Paris: Karthala, 2010); International Crisis Group, "Cameroun : faire face à Boko Haram," 2016, 241, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-confronting-boko-haram>.

20 "Journey to extremism in Africa," UNDP Regional Bureau for Africa, accessed June 13, 2021, <https://digitallibrary.un.org/record/3841751>.

ce programme de formation comme une réintégration communautaire des anciens associés plutôt que comme une déradicalisation. Cette recommandation nécessite une modification de l'article 2 au paragraphe 3 du décret sur la réintégration, qui traite de la déradicalisation des anciens associés de Boko Haram dans l'Extrême-Nord.²¹ Par conséquent, le titre du programme et ses ambitions doivent se concentrer sur l'éloignement physique de la violence et parler des possibilités d'insertion économique et sociale offertes aux anciens associés de Boko Haram.

Prévenir les risques de récurrence et de retour à la violence par un calendrier précis de réintégration

Dans un premier temps, prises au dépourvu par la grande vague d'anciens combattants de retour dans les villages, les autorités camerounaises ont d'abord orienté temporairement les personnes de retour vers les organisations humanitaires puis vers la FMM avant de prendre des mesures pour les accueillir dans leurs propres programmes de DDR. Ces personnes et certains de leurs proches sont actuellement pris en charge dans l'ancienne prison de Meri en attendant l'ouverture de la nouvelle installation à Mémé. Pourtant, plus de trois ans se sont écoulés depuis que le premier groupe de rapatriés a quitté la FMM pour Meri. En mai 2021, environ 335 personnes étaient prises en charge au camp de transit de Méri dans le département de Diamaré.²² La zone d'accueil est très étroite, aucune date n'a été fixée pour la fin de leur séjour en milieu fermé et il n'existe pas de plan précis pour leur réintégration dans les communautés. Les modalités de réintégration dans la communauté ne sont pas non plus claires.

Les autorités camerounaises doivent s'appuyer sur l'expérience et les connaissances considérables accumulées au cours des 30 dernières années et s'inspirer du solide corpus de recherche pour éviter de créer de nouveaux griefs en forçant les rapatriés à faire face à une longue période d'incertitude quant à l'avenir. Comme le souligne un récent rapport de recherche du réseau RESOLVE sur le DDR, « la détention d'individus pendant de longues périodes ou dans des conditions inhumaines conduit à un discours de résistance contre l'État ou des acteurs extérieurs qui entrave la réintégration ».²³ L'un des facteurs susceptibles de compromettre le processus de DDR camerounais est l'absence de calendrier et de ressources adéquates.

Par ailleurs, étant donné que Boko Haram continue de mener des attaques, pour encourager d'autres défections, cette dynamique doit être fluide afin d'éviter de recréer des frustrations ou des vulnérabilités qui poussent les individus à revenir à la violence. Par conséquent, le DDR du Cameroun doit suivre les normes intégrées de désarmement, de démobilisation et de réintégration (IDDRS) des Nations Unies révisées en 2019,²⁴ qui prévoient que pour ceux qui quittent les groupes désignés comme organisations terroristes, la stratégie de sortie doit être bien planifiée et durer pendant une période de temps spécifique.

21 Cela est d'autant plus vrai que la rationalité du conflit et les besoins en matière de soins des anciens combattants de Boko Haram sont très différents de ceux des insurgés impliqués dans la crise anglophone au Cameroun. Le même Comité national est responsable du DDR des anciens séparatistes anglophones engagés dans le conflit armé contre les forces gouvernementales pour la sécession des régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du pays depuis 2016. Voir : René Ngek Montehk, "Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR). A New Paradigm in the Resolution of the Ongoing Anglophone Crisis in Cameroon: Myth or Reality," *International Journal of Research and Innovation in Social Science*, no. V (2021): 390-400.

22 Chiffres communiqués le 2 mai 2021 par le centre DDR responsable de l'Extrême-Nord. Cameroon Tribune, Mai 2021, <https://camerounactuel.com/desarmement-demobilisation-et-reintegration-les-missions-expliquees-a-mora/>.

23 Mary Beth Altier, *Violent Extremist Disengagement & Reintegration: Lessons from Over 30 Years of DDR*, (Washington, D.C.: RESOLVE Network, 2021): 2, <https://doi.org/10.37805/vedr2021.1>.

24 Demobilization Interagency Working Group on Disarmament et Reintegration, "Module 2.10: The UN Approach to DDR," *Integrated DDR Standards*, 2019, 29, <https://www.unndr.org/modules/IDDRS-2.10-The-UN%20Approach-to-DDR.pdf>.

L'organisation des soins pour les personnes qui ont été associées à l'extrémisme ne doit pas être planifiée au hasard ou de façon non anticipée. Un calendrier officiel fournissant un plan clair et détaillé pour franchir les étapes de la transition vers le retour à la communauté doit être un objectif prioritaire pour les autorités camerounaises. Il faut également prévoir un plan de suivi et d'évaluation des programmes de DDR.

Formaliser et institutionnaliser les processus de réintégration traditionnels avec les acteurs locaux pour soutenir le DDR

Les directives opérationnelles des cadres nationaux de DDR de la commission de l'UA indiquent que les programmes de DDR et de justice doivent « utiliser les traditions autochtones et informelles pour administrer la justice ou régler les différends » et « consulter les groupes de victimes et les communautés recevant » les anciens associés.²⁵ Avant la mise en place du processus officiel de DDR au Cameroun, des premières mesures pacifiques avaient été prises dans des localités de l'Extrême-Nord par la mise en place de sessions au cours desquelles les anciens insurgés étaient invités à renoncer et à abandonner Boko Haram. Ces démarches publiques ont été l'occasion pour les anciens membres du groupe de montrer leur bonne foi en jurant sur le Coran devant les autorités traditionnelles qu'ils abandonneraient toute collaboration avec Boko Haram.²⁶ La diplomatie douce traditionnelle peut jouer un rôle central dans la réintégration et la gestion des anciens associés de Boko Haram, car le pouvoir symbolique des autorités locales est important dans les régions du nord. Le Cameroun est constitué d'un système pluraliste dans lequel les chefs traditionnels jouent un rôle dans l'organisation de la vie civile ; il est donc impératif de les impliquer dans ces processus.²⁷ L'institutionnalisation et la formalisation des pratiques traditionnelles, qui conviennent mieux que les programmes de DDR uniquement dans ce contexte, permettent la participation de l'ensemble de la communauté, y compris les chefs traditionnels et les familles.

S'ils étaient officiellement supervisés par l'État, ces processus légitimeraient le poids et la valeur des initiatives locales et donneraient de meilleurs résultats. Au Cameroun, le programme de DDR a été créé de manière descendante (c'est-à-dire, la Commission nationale de DDR réunit des représentants des principaux ministères par le plus haut fonctionnaire du gouvernement). Toutefois, pour que la réintégration réussisse, elle doit se faire de manière ascendante, en intégrant les acteurs locaux et traditionnels. En écho au récent rapport de l'ISS sur la sortie de la violence au lac Tchad,²⁸ la politique de désarmement, de démobilisation et de réintégration doit s'attacher à faire participer toutes les couches de la communauté aux structures de direction.

Comme au Cameroun le processus de sélection des rapatriés se fait en amont avec la force de sécurité de défense, la police judiciaire, l'armée, la gendarmerie, la police, les autorités traditionnelles (chefs de village, *lawan* et *lamido*) et les autorités administratives locales (maire, préfet, sous-préfet), tous ces acteurs doivent également être impliqués à chaque étape du

25 African Union Commission, "National DDR Frameworks Operational Guideline," *African Union Disarmament, Demobilisation and Reintegration Capacity Program*, 2014, 29.

26 Issa Saïbou and Nadine Machikou, "Reintegrating Former Boko Haram Associates. Perspectives from the Far North," *Global Center on Cooperative Security*, February 2019, <https://www.globalcenter.org/publications/reintegrating-former-boko-haram-associates-reintegration-des-ex-associes-de-boko-haram/>.

27 Charles Mback Nach, "La Chefferie traditionnelle au Cameroun: ambiguïtés Juridiques et dérives politiques," *Africa Development / Afrique et Développement* 25, no. 3/4 (2000): 77–118.

28 Akum Fonteh, Hoinathy Remadji et Samuel Malik, "Managing the Journey out of Violent Extremism in the Lake Chad Basin," *ISS Africa*, March 30, 2021, 15, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/managing-the-journey-out-of-violent-extremism-in-the-lake-chad-basin>.

processus de réintégration. Les comités de vigilance locaux, par exemple, ont travaillé avec le gouvernement pour gérer la menace pour la sécurité posée par Boko Haram. Ces unités populaires d'autodéfense ont été rétablies dans le cadre de la lutte contre Boko Haram. Leur engagement pourrait être utile dans le processus de réintégration.²⁹

De même, un engagement formel avec des pratiques indigènes et religieuses complémentaires et des processus administratifs pourrait améliorer les efforts de réintégration. Cela peut être réalisé par le biais d'un dialogue intercommunautaire et d'un renforcement des capacités des acteurs traditionnels et religieux. Certaines initiatives ont créé des espaces de dialogue intergénérationnel sur la paix, par exemple le projet « Jeunesse et stabilisation pour la paix et la sécurité dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun », coordonné par le FNUAP.³⁰ Cependant, les efforts actuels sont limités et ne répondent pas à tous les besoins, qui restent élevés dans le Logone et le Chari, le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga.

Dans les arrondissements ou les quartiers généraux des villages, la question clé est de savoir qui peut aider à traduire le décret présidentiel sur le DDR et la réintégration dans les langues locales. Les personnes interrogées indiquent que le décret reste peu connu et compris par la majorité de la population locale, qui se méfie toujours des personnes associées à Boko Haram.³¹ Des efforts doivent être déployés pour améliorer le flux d'informations afin de sensibiliser les communautés et d'adapter tous les projets aux normes culturelles et sociales. Ces messages, qui peuvent être transmis à la fois en ligne et par l'intermédiaire des radios locales, doivent renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés, tout en réduisant la discrimination ethnique à l'encontre des Kanuris, qui sont souvent présentés comme des membres de Boko Haram.³²

Planifier des interventions macro, à long terme et intersectionnelles pour renforcer la résilience des communautés

Le processus de réintégration des anciens associés de Boko Haram doit reposer sur le soutien de la communauté. Les anciens combattants et les communautés doivent être dotés de moyens afin de ne pas entretenir le sentiment que les ex-associés sont plus favorisés que les victimes. Un rapport de 2017 du ministère camerounais de la Justice indiquait déjà que « le retour à la communauté de certains a posé le problème de la résilience sociale » des communautés locales où de nombreuses victimes et survivants sont encore en difficulté.³³ Les autorités camerounaises doivent donc travailler plus étroitement avec les acteurs internationaux déjà présents sur le terrain pour coordonner les projets et améliorer les conditions de vie des populations affectées

29 Ils ont été créés par la loi 68/LF/1 du 11 juin 1968. Placés sous l'autorité des sous-préfets et des chefs traditionnels, ils jouent également le rôle de barrages ou de milices de protection. En 2014, plus de 14 000 membres étaient employés par les comités de vigilance dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Voir : International Crisis Group, « Cameroun : faire face à Boko Haram, » 2016, 241, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-confronting-boko-haram>.

30 Ce projet de l'UNFPA a permis la création d'une plateforme de médiation communautaire pour la création de centres multifonctionnels et l'encadrement de jeunes ambassadeurs de la paix. Il est réalisé en partenariat avec d'autres agences du système des Nations unies et a reçu un financement de l'Union européenne en 2020.

31 Ceci rejoint le rapport de l'ONG Rayons de Soleil suite à un atelier sur le processus d'intégration des anciens associés de Boko Haram en 2019 avec les Conseils départementaux de la jeunesse de l'Extrême-Nord pour les jeunes de la région.

32 Voir : Alawadi Zelao, « Boko Haram, identités et déconstruction des frontières nationales en Afrique sahélienne, » *Revue Béninoise de Science Politique* (2017).

33 Ministère de la Justice du Cameroun, « Rapport du ministère de la Justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2017 et compilation des instruments internationaux, régionaux et nationaux relatifs aux droits de l'homme, » Octobre 2018, 237, <https://www.spm.gov.cm/site/?q=fr/content/rapport-du-minist%C3%A8re-de-la-justice-sur-l%E2%80%99C3%A9tat-des-droits-de-l%E2%80%99homme-au-cameroun-en-2017>.

environnantes. La crise sécuritaire a gravement affecté les activités agricoles et celles qui génèrent des revenus dans la région. Le marché de la lutte contre l'extrémisme s'est également traduit dans la région de l'Extrême-Nord par une présence accrue des institutions internationales et une « tertiarisation des activités » entraînant une dépendance à l'égard de l'aide extérieure.³⁴

Pour permettre aux populations de développer leur résilience, il est essentiel de combiner les initiatives et projets locaux avec les programmes nationaux. Afin de ne pas entraver la résilience des populations, au-delà de la fourniture de ressources essentielles, il est impératif qu'elles puissent retrouver leurs cultures, modes de vie et pratiques économiques d'origine avec la reprise des activités commerciales dans la région.

Conclusion

La gouvernance des sorties de la violence extrémiste et la mise en œuvre des processus de DDR au Cameroun doivent être mieux adaptées aux réalités locales. Cette note de politique a souligné l'importance d'éviter une série de programmes de lutte contre la violence orientés par des acteurs de premier plan, ce qui aurait pour conséquence de les déconnecter de la réalité et donc de les rendre moins efficaces. La nécessité de définir de façon adéquate la mission des programmes de DDR a été soulignée. Enfin, le recyclage des programmes de DDR doit être plus attentif aux spécificités du contexte local pour gagner en pertinence et offrir des solutions hybrides à travers un leadership communautaire et des processus traditionnels avec l'implication des acteurs locaux et ordinaires et des familles pour consolider le retour à la paix. Ainsi, certaines leçons tirées de ce cas exceptionnel peuvent être utiles à d'autres contextes africains.

Les recherches futures pourraient s'intéresser davantage à la pertinence de l'application des mêmes programmes de DDR aux anciens associés de Boko Haram de la même manière que pour les insurgés impliqués dans la crise anglophone au Cameroun. Il faut également s'intéresser de près aux conflits sociaux, fonciers et ethniques qui peuvent résulter des déplacements forcés dus à la crise sécuritaire de Boko Haram et à la possible mise en œuvre de mécanismes de justice réparatrice dans ces communautés. Si la crise de la COVID-19 ne fait plus partie des priorités, la mort soudaine du président tchadien et ses implications dans la guerre contre l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad restent plus préoccupantes. La mort très récente du chef de faction nigérian Shekau pourrait entraîner une augmentation du nombre de combattants de retour. Il est donc essentiel de mieux planifier et d'adapter les politiques de réintégration aux contextes locaux.

34 Jordan Goulet, "La Résilience post Boko Haram : le cas de l'Extrême-Nord camerounais," *OMIJ - Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques*, 2019, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02070795>.

Lectures complémentaires suggérées

Sur la déradicalisation

Clubb, Gordon et Marina Tapley. "Conceptualising de-radicalisation and former combatant re-integration in Nigeria." *Third World Quarterly* 39, no. 11 (2018): 2053-2068. <https://doi.org/10.1080/01436597.2018.1458303>.

Gunaratna, Rohan et Sabariah M. Hussin. *Terrorist Deradicalisation in Global Contexts: Success, Failure and Continuity*. Routledge, 2019.

Holmer, Georgia et Adrian Shtuni. *Returning Foreign Fighters and the Reintegration Imperative*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace, March 2017. <https://www.usip.org/sites/default/files/2017-03/sr402-returning-foreign-fighters-and-the-reintegration-imperative.pdf>

Pettinger, Tom. "De-radicalization and Counter-radicalization: Valuable Tools Combating Violent Extremism, or Harmful Methods of Subjugation?." *Journal for Deradicalization* 12 (2017): 1-59. <https://journals.sfu.ca/jd/index.php/jd/article/view/109/91>.

Sur le DDR et les politiques publiques en Afrique

Delville, Philippe Lavigne and Sylvie Ayimpam. "Public Policy and Public Action in Africa, between Practical Norms, Political Dynamics and Outside Influences." *Anthropologie & développement* no. 4849 (2018): 7-23. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.656>.

Rhea, Randolph Wallace. *A Comparative Study of Ex-Combatant Reintegration in the African Great Lakes Region : Trajectories, Processes et Paradoxes*. Washington, D.C.: World Bank, 2014. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/23837>.

Richards, Joanne. "High Risk or Low Risk: Screening for Violent Extremists in DDR Programmes." *International Peacekeeping* 25, no. 3 (May 2018): 373-393. <https://doi.org/10.1080/13533312.2018.1440177>.

Sur Boko Haram au Cameroun

Chétima, Melchisedek. "Comprendre Boko Haram à Partir d'une Perspective Historique, Locale et Régionale." *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne Des Études Africaines* 54, no. 2 (April 28, 2020): 1-13. <https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1700814>.

Mahamat, Adam. "Opprobres, Discours Clivants et Sociolectes induits par Boko Haram au Cameroun." *Canadian Journal of African Studies* 54, no. 2 (2020): 281-297. <https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1700812>.

Pemboura, Aïcha. "The Use of Vigilance Committees in Cameroon: From the Operational Effectiveness to Necessity of Thinking the Post-War." *SSRG International Journal of Humanities and Social Science* 6, no. 6 (2019): 26-34. <https://doi.org/10.14445/23942703/ijhss-v6i6p104>.

Seignobos, Christian et Abdourhaman Nassourou. "Religions." In *Atlas de La Province Extrême-Nord Cameroun*, edited by Olivier Iyébi-Mandjek, 145-50. Atlas et Cartes. Marseille: IRD Éditions, 2017. <http://books.openedition.org/irdeditions/11596>.

Thurston, Alexander. *Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement*. Princeton: Princeton University Press, 2017. <https://muse.jhu.edu/book/64667>.

Sources

- Abatan, Jeannine Ella, and Boubacar Sangaré. "Katiba Macina and Boko Haram: including women to what end?." *Institut d'Études de Sécurité*, Mars 2021. <https://issafrica.org/research/west-africa-report/katiba-macina-and-boko-haram-including-women-to-what-end>.
- Altier, Mary Beth. *Violent Extremist Disengagement and Reintegration: Lessons from Over 30 Years of DDR*. Washington, D.C.: RESOLVE Network, 2021. <https://doi.org/10.37805/vedr2021.1>.
- Ashukem, Jean-Claude N. "To Give a Dog a Bad Name to Kill It – Cameroon's Anti-Terrorism Law as a Strategic Framework for Human Rights' Violations." *Journal of Contemporary African Studies* 39, no. 1 (January 2, 2021): 119–34. <https://doi.org/10.1080/02589001.2020.1839633>.
- Barkindo, Atta et Shane Bryans. "De-Radicalising Prisoners in Nigeria: developing a basic prison based de-radicalisation programme." *Journal for Deradicalization* 7 (2016): 1-25. <https://journals.sfu.ca/jd/index.php/jd/article/view/56/47>.
- Bilounga, Stève Thiery. "L'Etat camerounais à la croisée des chemins de l'Etat de droit et de l'Etat de police (A propos de la loi du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme)." *Droit en Afrique* 19, no. 2 (2016): 139-161. <https://doi.org/10.5771/2363-6270-2016-2-139>.
- Coulon, Jocelyn, and Damien Larramendy. *Consolidation de la paix et fragilité étatique : l'ONU en République centrafricaine*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2015.
- Demobilisation Interagency Working Group on Disarmament, and Reintegration, "Module 2.10: The UN Approach to DDR." *Integrated DDR Standards*. <https://www.unddr.org/modules/IDDRS-2.10-The-UN%20Approach-to-DDR.pdf>.
- Fonteh, Akum, Hoinathy Remadji et Samuel Malik. "Managing the Journey out of Violent Extremism in the Lake Chad Basin." *ISS Africa*, March 30, 2021. <https://issafrica.org/research/west-africa-report/managing-the-journey-out-of-violent-extremism-in-the-lake-chad-basin>.
- Goulet, Jordan. "La Résilience post Boko Haram : le cas de l'Extrême-Nord camerounais." *OMIJ - Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques*, 2019. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02070795>.
- Herzog-Evans, Martine et Massil Benbouriche. *Evidence-based work with violent extremists: International implications of French terrorist attacks and responses*. Lexington Books, 2019.
- International Crisis Group. *Cameroun: faire face à Boko Haram*. 2016. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-confronting-boko-haram>.
- Issa, Saïbou, and Nadine Machikou. "Reintegrating Former Boko Haram Associates. Perspectives from the Far North." *Global Center on Cooperative security*, 2019. <https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/02/GCCS-PB-Reintegrating-Former-Boko-Haram-Associates-2019.pdf>
- Issa, Saïbou. *Les «coupeurs de route». Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*. Paris: Karthala, 2010.
- Mardsen, Sarah. *Reintegrating Extremists: Deradicalisation and Desistance*. Palgrave Macmillan, 2016.
- Mback, Charles Nach. "La Chefferie traditionnelle au Cameroun: ambiguïtés Juridiques et dérivés politiques." *Africa Development / Afrique et Développement* 25, no. 3/4 (2000): 77–118. <https://www.jstor.org/stable/43658045>.
- Ministère de la Justice du Cameroun. *Rapport sur l'état des Droits de l'Homme au Cameroun*. 2018. https://www.spm.gov.cm/site/sites/default/files/Rapport%20Minjustice%202017%20français_0.pdf.

Pout, Christian, Bana Barka et Edouard Yogo. *Boko Haram Au Cameroun : Quelles Nouvelles Dynamiques ?* Paris: Du Cygne, 2019.

Richards, Joanne. "High Risk or Low Risk: Screening for Violent Extremists in DDR Programmes." *International Peacekeeping* 25 no. 3 (May 27, 2018): 373–93. <https://doi.org/10.1080/13533312.2018.1440177>.

Zelao, Alawadi. "Boko Haram, identités et déconstruction des frontières nationales en Afrique sahélienne." Dans "Les actes du Colloque « Boko Haram au sahel camerounais. Trajectoires identitaires, expansion territoriale, instrumentalisations et réponses politiques." *Revue Béninoise de Science Politique* (2017).

À propos de la note

Auteure : Lydie C. Belporo

Lydie C. Belporo travaille actuellement en tant qu'associée de recherche à la coordination et à l'étude du projet mené avec l'Organisation Internationale de la Francophonie et la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Canada, en Afrique et en Europe. Lydie est candidate au doctorat à l'École de criminologie de l'Université de Montréal et boursière de la Fondation Pierre Elliott Trudeau en 2021. Ses recherches portent sur la gouvernance de la violence extrémiste en Afrique subsaharienne.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de RESOLVE Network, de l'U.S Institute of Peace, ou toute autre entité du gouvernement américain.

RESOLVE NETWORK

meilleure recherche • pratique éclairée • amélioration de la politique sur l'extrémisme violent •

www.resolvenet.org



RESOLVE est hébergée à l'U.S. Institute of Peace, et s'appuie sur l'héritage de plusieurs décennies d'engagement profond de l'Institut dans les communautés touchées par les conflits.



UNITED STATES
INSTITUTE OF PEACE
Making Peace Possible

RESOLVE tient à remercier l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour son soutien généreux à ce rapport et à l'initiative Apprendre des approches locales de consolidation de la paix de RESOLVE.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE